

# La gratuité, avenir inéluctable de l'économie post moderne ?

Posté le : 19 février 2010 19:13 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes

Une idée qui commence à prendre toutes les caractéristiques d'une idée reçue, notamment à gauche, est que nous entrons dans une nouvelle dimension du monde et de l'économie dont la gratuité serait une dimension structurelle.

Illusion dangereuse ou gentille réalité à conforter ?

Pour l'économie classique, la gratuité correspond à l'absence de coût. Est gratuite toute ressource dont l'abondance est telle qu'elle ne demande aucun effort pour se la procurer. L'histoire ne donne pas beaucoup d'exemples de telles ressources. On évoque l'air et l'eau. Il n'est pas difficile de prouver que la préhistoire de l'homme est entièrement conditionnée par l'eau et que la période moderne voit plutôt une aggravation des coûts d'accès à une eau propre. Pour l'air la tendance à se réintégrer la sphère des coûts est plus récente mais on voit bien qu'un air pur demandera des efforts croissants à l'humanité à l'avenir.

Aucune autre ressource utile ne se présentant de façon évidente comme abondante au point d'être gratuite, la gratuité ne semble pas avoir l'avenir qu'on lui prédit. Au contraire la nature devient chère, tous les écologistes vous le diront.

Restent les biens non naturels. Il y a Internet qui révolutionne au moins l'accès à l'information, à la musique, au film, à l'image : là serait le gisement futur de gratuité. Il est vrai que l'informatique a étendu de façon importante la sphère des coûts décroissants. Le coût marginal de la consommation d'une unité supplémentaire d'une ressource accessible sur le net n'est pas nul mais il est très faible et indifférencié. Combien coûte, c.a.d. consomme de ressources rares, le téléchargement d'une chanson ou d'un programme sur le net ? Quelques secondes d'électricité et des fractions de coûts fixes amortissables. Le coût est si faible que pour une unité de consommation il devient pratiquement négligeable. Il n'est pas rare de voir des usagers téléchargeant des centaines de musiques en quelques minutes pour les consommer plus tard pratiquement sans frais pendant des heures voire des jours. Certains ont voulu voir dans le développement de cette économie immatérielle et sans stock la promesse d'un monde sans récession : cette théorie était à la mode en 1999 avant que la crise dite des NTIC ne vienne balayer ces chimères.

En vérité, il faut parler d'une économie où les producteurs font un gros investissement initial et espèrent un retour sur le nombre des amateurs du produit créé. Le fait qu'il y ait un rendement croissant n'est pas sans conséquences mais ne change pas la nature de l'économie. Une voie de chemin de fer en 1880 est un pari sur le nombre d'usagers futurs d'une ligne. On gagnera beaucoup si le taux de remplissage est fort, on perdra s'il est faible. Un film coûte à fabriquer. On gagnera beaucoup d'argent s'il marche ; on perdra si c'est un échec. Un logiciel est très coûteux à produire, déboguer et imposer sur le marché. Si on y arrive, le gain sera fantastique, comme pour les produits Microsoft pendant 15 ans, si on n'y parvient pas c'est la catastrophe. Il n'y a pas de gratuité mais toujours le vieux schéma : un investissement qui se rentabilise ou non.

Pour l'analyse économique rien de fondamental n'est changé. Mais les formes de la croissance et divers aspects de la vie économique et social changent :

- \* il y a tendance au monopole en cas de succès ce qui implique des formes nouvelles de régulation.
- \* l'emploi est plus précaire : on participera à plusieurs aventures dont certaines seront réussies et d'autres non. L'intermittence de l'emploi est aggravée ainsi que l'irrégularité des carrières.
- \* la question de la progressivité des impôts se pose dans des conditions nouvelles, car il y aura de très forts gains succédant à de fortes périodes de vaches maigres. L'annualisation de l'impôt est une difficulté.
- \* La part variable de la rémunération tend à augmenter. En cas de succès, les bonus seront gras ; en cas d'échec l'investisseur ne peut se permettre de payer trop cher ses collaborateurs.
- \* Les mécanismes permettant les start-up et les introductions d'activités nouvelles prometteuses et à risque sont à mettre en œuvre. L'Europe et particulièrement la France ont encore un retard considérable dans ce domaine.

Un des aspects économiques de cette situation nouvelle est qu'une partie de la production et de la consommation échappe désormais à la statistique. Un livre générerait de la valeur ajoutée au stade de sa fabrication physique et à celui de sa distribution. Sa revente produirait également de la valeur. Les droits d'auteur étaient comptabilisés. Une grande partie de ce qui est produit et distribué sur le "net" échappe désormais à toute comptabilisation, alors que la consommation de ces biens vient en compétition avec d'autres biens eux mêmes comptabilisés (cinéma, restaurant etc.). Les tableaux économiques sont donc de plus en plus faux. Au fur et à mesure que la croissance concerne des biens immatériels à coûts décroissants virant au quasi nuls, elle devient de plus en plus difficile à calculer ! Pour parler branché, le PIB est plus facile à calculer pour le "push" que pour le "draw". Un ascète qui passe sa vie devant son ordinateur en vivant sur les réserves accumulées par ses parents est quasiment invisible dans les statistiques. Et pourtant il se rassasie au même titre que s'il abusait des bananes et des voyages, eux inclus dans la statistique. S'il est "producteur" sur le WEB, mais sur le principe du don gratuit de son temps, de son expertise, et de sa créativité, il n'apparaît pas plus dans le PIB.

On aborde ici le dernier aspect de la gratuité : l'économie du don, comme disait F. Perroux, une contradiction dans les termes.

La sphère de l'économie du don augmente-t-elle d'une façon significative ? On pourrait le croire si on admet que le temps libre et l'enrichissement global ouvre un espace pour les activités charitables ou ludiques fondées sur le don de son temps et de son argent. Mais en même temps la sphère traditionnelle de l'économie du don, la famille, voit le renoncement de la mère à une vie économique non monétarisée disparaître de façon rapide. Le bilan des plus et des moins est impossible à faire.

Reste alors les fausses gratuités qui sont en fait des distributions publiques financées par la collectivité. Le coût existe mais il est masqué aux usagers et il n'y a plus de rapport entre la décision de consommation et son coût. Pour le bénéficiaire l'accès à la ressource est en apparence gratuite ; dans les faits le coût pour la collectivité est considérable. Il faut ajouter à la gratuité totale la subvention, gratuité partielle, qui fait que tout ou partie de la population ne paie pas directement le vrai prix au moment de la consommation du produit ou de la prestation.

En France, au fur et à mesure que l'Etat a été dépouillé de ses fonctions régaliennes, les politiques

ont axé leurs actions sur la fourniture de services gratuits et subventionnés de plus en plus nombreux et diversifiés. Pas une réunion publique où un intervenant ne demande pas une subvention ou une gratuité. Ce système a abouti à ce que les dépenses publiques dépassent la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand et que la majorité des gratuités et subventions ont été financées par l'emprunt donc par les générations futures.

Alors que l'Etat est désormais étranglé par la dette, on pourrait penser que ce schéma est désormais impossible. Les collectivités locales ne peuvent plus financer un flot massif d'avantages et gratuités plus ou moins ciblées. L'Etat n'arrive même plus à faire fonctionner ses ministères les plus importants.

Les mauvaises habitudes ne se perdent pas facilement. Chaque ministère se croit obligé d'avoir une mission de redresseur de torts qui ne peut s'exercer que par la subvention ou des gratuités sélectives, financées par des taxes nouvelles ou par l'emprunt. Le dernier exemple en date est la subvention accordée pour le raccordement à l'ADSL dans certaines zones pour certaines populations pour réduire une prétendue "fracture numérique" totalement imaginaire mais très "mode".

En conclusion on voit bien que l'évolution de la société entraîne des évolutions contradictoires qu'il est bon d'observer. Pour l'économiste et le statisticien, ces évolutions sont importantes et doivent être observées et comprises.

Mais il faut se méfier comme la peste des gratuités. Elles ne sont pas inscrites dans le patrimoine génétique de l'économie mais plutôt dans celui des démagogues. Au nom de la gratuité s'est créée en France une situation intenable dont on aura le plus grand mal à sortir. Il faudrait que les politiques se réveillent et évitent de s'embarquer trop lourdement dans l'idée que la gratuité est l'esprit du temps et qu'il faut lui accorder des espaces nouveaux. La gauche doit faire extrêmement attention : la pratique du "cadeau électoral au peuple visible et valorisant" qu'elle a pratiqué sous Rocard puis Jospin était une erreur dramatique. Il apparaît dans certains travaux que "le thème de la gratuité est le vrai clivage post moderne entre droite et gauche". Ce n'est pas vrai : la droite politique aime tout autant la distribution d'avantages démagogiques que la gauche...

L'importance de la dette a été en France aggravée par l'extension à l'infini des gratuités publiques collectivement très coûteuses. Elles rendent la sortie de récession plus que problématique. Une trop grande part de la production et de la consommation est entièrement dépendante de l'accroissement de la dette. Dès qu'on voudra réellement la réduire ce sont des millions de personnes qui vont souffrir.

Le vrai slogan des politiques devrait être : gratuité aujourd'hui, souffrances intolérables demain (matin). Un changement de perspectives et de mode de pensée est absolument nécessaire. La France n'échappera pas à un grand débat sur la gratuité.

Didier Dufau et Sylvain Dieudonné pour le Cercle des économistes e-toile.